

Gouverner par la traduction au Canada : le cas des discours sur le budget

*Governing by Translation in Canada:
The Case of Budget Speeches*

Chantal Gagnon

Université de Montréal

ONOMÁZEIN
Special Issue V – Current trends in business translation: 04-23
DOI: 10.7764/onomazein.tradecneg.01
ISSN: 0718-5758



Chantal Gagnon: Université de Montréal, Département de linguistique et de traduction.
| E-mail: chantal.gagnon.4@umontreal.ca

Received: July, 2018
Accepted: December, 2018

**Special
Issue**
– V –

Current
trends in
business
translation

2019

Résumé

Koskinen soutient que la fonction centrale d'une institution, c'est la gouvernance (2014: 481), et que les institutions multilingues ont recours à la traduction pour gouverner. Ce besoin de gouverner par la traduction crée une pratique de traduction particulière. C'est à partir de ce point de vue que nous analyserons les discours sur le budget du gouvernement fédéral de 1970 à 1995. Pour étudier les textes politico-budgétaires de notre corpus, nous adopterons l'approche de l'analyse critique du discours, qui a pour ambition d'informer le grand public à propos des relations de pouvoir, souvent dissimulées dans les situations communicationnelles (Fairclough, 2015 [1989]). Nous nous interrogerons notamment sur les éventuelles divergences entre les allocutions françaises et anglaises du corpus. Ces divergences évoquent-elles une lutte de pouvoir entre les deux communautés linguistiques? Pour repérer les marqueurs idéologiques du corpus, nous relèverons, à l'aide d'une analyse semi-automatisée, les occurrences des lemmes CANADA dans les textes originaux anglais et leur traduction française. Pour effectuer ce forage textuel, nous utiliserons des concordanciers bilingue et unilingue. Dans nos travaux précédents, notamment effectués sur la traduction de messages télévisés, la traduction des lemmes CANADA laissait entrevoir une lutte de pouvoir entre le discours nationaliste québécois et le discours nationaliste pan-canadien. La présente étude montrera que ce type de lutte de pouvoir est encore présent dans les discours sur le budget, avec certaines différences.

Mots clés : finance; écarts; analyse critique du discours; idéologie; traductologie.

Abstract

Koskinen argues that governance is the core function of institutions (2014: 481) and that multilingual institutions employ translation in governing. The need to govern by translation creates a specific translation practice and it is from this perspective that we will analyze the federal government's budget speeches from 1970 to 1995. The study of the politico-budgetary texts in our corpus will draw on critical discourse analysis, an approach which aims to bring to light power relations often hidden in communication processes (Fairclough, 2015 [1989]). In particular, we will evaluate potential discrepancies between the French and English speeches in the corpus. Are these differences indicative of a power struggle between the two linguistic communities? Ideological markers will be identified in the corpus through the use of semi-au-

tomated analysis that will pinpoint the occurrences of CANADA lemmas in the original English texts and their French translation. This text mining will be done with the aid of bilingual and unilingual concordancers. In our previous work, notably on the translation of televised addresses, the translation of the lemmas CANADA involved a power struggle between Quebec nationalist discourse and pan-Canadian nationalist discourse. Our study will demonstrate that this type of power struggle is still to be found in budget speeches, albeit with some differences.

Keywords: finance; shifts; critical discourse analysis; ideology; translation studies.

1. Introduction

En 2016, un éditorialiste québécois expliquait l'importance, pour un aspirant premier ministre canadien, d'être en mesure de s'exprimer en anglais et en français. Autrement, annonçait-il, le Canada en viendrait à un point où les deux langues officielles seraient « l'anglais et le 'traduit' » (Journet, 2016: Débats-3). Cet éditorial rappelle la complexité des relations entre le français et l'anglais au pays de l'unifolié et il présente la traduction en triste symbole de la dualité linguistique canadienne. Dans la société canadienne, on porte souvent attention à la qualité de la traduction institutionnelle, mais on s'intéresse beaucoup moins au choix des mots du gouvernement, aux valeurs véhiculées par ces mots. Pourtant, la traduction reste une constituante majeure du discours institutionnel canadien, en cela qu'elle met de l'avant les valeurs du gouvernement en place. Des politologues comme Hanson *et al.* (2014 [2000]) ont établi que les institutions renforcent la formation de certains groupes identitaires en encourageant l'expression de leurs idées. En traductologie, les recherches ont aussi montré que la traduction participe largement aux débats entourant l'identité (Cronin, 2006) et que la traduction est au cœur des institutions multilingues (Meylaerts, 2013). Par ailleurs, Koskinen soutient que la fonction centrale d'une institution, c'est la gouvernance (2014: 481), et que les institutions multilingues ont recours à la traduction pour gouverner. Pour Koskinen, les institutions officiellement multilingues, par la force des choses, « gouvernent par la traduction » (2014: 481). Ce besoin de gouverner par la traduction crée une pratique de traduction particulière, où l'acte de traduire prend place dans un environnement institutionnel encadré et encadrant. On comprend que la fonction politique de la traduction dans une institution bilingue comme le gouvernement fédéral du Canada peut être considérée comme un exemple typique de gouvernance par la traduction. C'est à partir de ce point de vue que nous analyserons, dans notre étude, un corpus composé de discours sur le budget du gouvernement fédéral prononcés à la fin du XX^e siècle au Canada.

Pour étudier les textes politico-budgétaires de notre corpus, nous adopterons l'approche de l'analyse critique du discours. Dans cette approche, la langue est perçue comme une forme de pratique sociale. L'étude dont il est question dressera justement un portrait de la traduction des discours politiques au Canada, une pratique sociale qui se décline en deux langues et en deux cultures. Nous nous interrogerons notamment sur les éventuelles divergences entre les allocutions françaises et anglaises du corpus. Ces divergences évoquent-elles une lutte de pouvoir entre les deux communautés linguistiques? Si oui, quelles idées sont mises de l'avant, pour quelles communautés? Voilà les questions qui guideront notre recherche. Nous voulons notamment vérifier si l'objet du discours (les finances d'un pays) et la forme du discours (allocution parlementaire) ont des répercussions sur la reproduction des idéologies en traduction, d'où l'importance de comparer les résultats de cette étude à ceux obtenus dans nos recherches, passées et présentes.

2. Cadre théorique

Pour étudier la traduction des allocutions politiques, les chercheurs font souvent appel à l'analyse critique du discours (Schäffner, 2003; Calzada Pérez, 2007; Bánhegyi, 2008; Baumgarten, 2009; Romagnuolo, 2009) et c'est également l'approche que nous retenons. En pratique, l'analyste critique du discours cible un problème sociopolitique (ici, les problématiques linguistiques et identitaires canadiennes) et il cherche à en saisir toutes les facettes à l'aide d'un corpus constitué à cette fin (Petitclerc, 2009). Plus précisément, cette approche vise une meilleure compréhension du rôle de la langue dans la transmission des connaissances, dans la mise en place des institutions sociales et dans l'exercice du pouvoir au sein de la société (Wodak, 2004: 187). Selon l'analyse critique, ce qui explique que la langue est si proche du pouvoir, c'est l'usage qu'en font les gens : en elle-même, la langue n'est jamais synonyme de puissance (Baker *et al.*, 2008). Il est donc approprié qu'une pratique discursive telle que la traduction des discours canadiens fasse l'objet d'une analyse critique, en ciblant la langue et les gens qui l'utilisent. Par ailleurs, l'analyse critique du discours a pour ambition d'informer le grand public à propos des relations de pouvoir, souvent dissimulées dans les situations communicationnelles (Fairclough, 2015 [1989]). En étudiant la traduction institutionnelle gouvernementale, un processus traditionnellement invisible, nous répondons à cette ambition.

La visibilité (ou l'absence de visibilité) du traducteur constitue un lieu de recherche fructueux en traductologie (par exemple Venuti, 1995 [2018]; Valdeón, 2010). Au sein d'une institution traduisante, la question de la visibilité se pose rapidement, puisque les institutions présentent souvent leurs traductions comme autant d'originaux (Hermans, 2003; Schäffner, 1997). On peut comparer les traductions institutionnelles au phénomène de l'autotraduction, puisque l'institution traduit elle-même ses textes pour le grand public (Gagnon, 2010). C'est ici que le concept d'idéologie vient nourrir notre analyse de l'institution fédérale traduisante. Si les recherches sur l'institution montrent que la traduction s'inscrit généralement dans un contexte institutionnel qui détermine les décisions linguistiques des traducteurs (Mossop, 1990; Koskinen, 2008), celles sur l'idéologie attestent que la traduction est souvent associée aux luttes de pouvoir et à la manipulation (Munday, 2007). Dans un contexte d'autotraduction institutionnelle, il faut donc rattacher ces idéologies non pas à l'identité individuelle du traducteur, mais bien aux valeurs de l'institution traduisante, soit, dans notre cas, le gouvernement fédéral du Canada.

Dans notre corpus, nous serons en mesure de faire ressortir les éléments traductifs récurrents, desquels on pourra déduire les idéologies en place. Cette analyse des idéologies est d'autant plus importante qu'en contexte canadien, l'invisibilité de la traduction institutionnelle fédérale a des répercussions sur la façon dont les journalistes commentent un discours traduit (Gagnon, 2013, 2014). Comme le rappelle aussi Munday (2007: 197), la traduction a un grand potentiel d'influence précisément parce qu'elle est souvent invisible : ainsi, les divergences entre les deux versions linguistiques d'un même texte passeront inaperçues à moins qu'un traductologue n'en fasse l'analyse.

3. Méthodologie

Pour réaliser notre étude, nous avons constitué un corpus préliminaire qui ciblera 5 discours budgétaires du gouvernement fédéral au Canada. Ces discours ont ceci de particulier qu'ils ont été prononcés peu après ou peu avant des crises nationales touchant à l'identité canadienne. Les crises elles-mêmes ont nécessité des discours des dirigeants, et ces discours ont été analysés dans nos travaux antérieurs (Gagnon, 2006a, 2006b, 2012). Dans la présente étude, nous allons comparer ces discours portant sur la crise et ceux consacrés au budget, en analysant, dans les deux cas, la traduction de l'entité « Canada » et son co-voisinage. Plus précisément, dans notre corpus électronique de discours politiques, nous analyserons les lemmes du nom de pays CANADA en anglais et en français, ceux du gentilé anglais CANADIAN et de son équivalent français CANADIEN, et ceux de l'adjectif anglais CANADIAN et de sa traduction française CANADIEN. En traductique, on définit généralement « lemme » comme ceci : « a word in a corpus that is used to include and represent all related forms » (Bowker & Pearson, 2002: 231). Par exemple, le lemme français du gentilé CANADIEN comprend les variantes au masculin, au féminin, au singulier et au pluriel. Afin d'alléger le texte de cet article, nous utiliserons l'expression « lemmes CANADA » pour désigner l'ensemble des lemmes associés au nom de pays, au gentilé et à l'adjectif.

Nous savons déjà que la traduction de discours prononcés en réaction à des crises identitaires canadiennes porte les marques idéologiques du discours sociopolitique d'une époque donnée. C'est particulièrement vrai pour la traduction des lemmes CANADA. Avec la présente étude, nous voulons savoir si, à la même époque, ces marques se retrouvent dans des discours qui portent sur un autre thème que les crises, soit le budget du gouvernement.

Le corpus de 5 discours budgétaire compte 36 303 mots anglais et 38 236 mots en français, pour un total de 74 539 mots¹. Les résultats obtenus dans ce corpus de discours budgétaires prononcés pendant des crises identitaires seront comparés à tous les autres discours sur le budget, prononcés entre 1970 et 1995. Ce large corpus comprend 26 discours, dont le total des mots en anglais est de 227 993, et celui en français, de 241 964. Le corpus de nos recherches antérieures, qui servira aussi de point de comparaison, peut se diviser en deux sous-catégories, soit les messages à la nation télévisés sur les crises identitaires, prononcés entre 1970 et 1995 (10 036 mots en anglais, 10 644 mots en français, pour un total de 20 680 mots), et les discours parlementaires portant sur ces mêmes crises (27 256 mots en anglais, 29 006 en français, pour un total de 56 262 mots).

1 Les fichiers des corpus de la présente recherche et de nos études antérieures figurent en format texte brut (txt) sur la plateforme de données de recherche de Scholars Portal Dataverse (données 1 (<https://doi.org/10.5683/SP2/UYKJYB>), données 2 (<https://doi.org/10.5683/SP/HNFR6V>) et données 3 (<https://doi.org/10.5683/SP/ONWKNC>)).

Pour repérer les marqueurs idéologiques dans les discours traduits, nous relèverons, à l'aide d'une analyse semi-automatisée, les occurrences et le co-voisinage des lemmes CANADA, dans les deux langues. Pour effectuer ce forage textuel, nous utiliserons des concordanciers bilingue et unilingue, c'est-à-dire des logiciels qui trouvent toutes les occurrences d'une expression dans un corpus de textes. Dans nos travaux précédents, les lemmes CANADA présentaient de nombreux écarts de traduction qui pouvaient être associés à une distance idéologique. Nous pouvons donc nous attendre à une situation similaire dans les corpus. Une classification traductologique rigoureuse des écarts de traduction facilitera l'évaluation objective des données et, en fin de compte, permettra de bien cerner les idéologies des discours politiques bilingues. Le regroupement de certaines formules fréquentes, de certains motifs, devrait rendre visibles les idéologies du corpus institutionnel. Cette démarche assurera par ailleurs le caractère reproductible de la recherche.

4. Résultats de recherche

4.1. Fréquence des lemmes CANADA dans les discours étudiés

Nous commençons notre analyse en étudiant le nombre d'occurrences des lemmes CANADA dans les discours du budget prononcés peu avant ou peu après les crises identitaires qui ont marqué la fin du XX^e siècle au Canada. Il faut savoir que les études en sociologie et en science politique sur les discours politiques au Canada ont bien montré que l'utilisation des lemmes CANADA dans les discours politiques du gouvernement fédéral est lourde de sens et intimement associée aux enjeux identitaires du pays (Bourque & Duchastel, 1996; Labbé & Monière, 2003). Cependant, ces recherches ne tiennent généralement pas compte de la traduction. En outre, à notre connaissance, la portée de CANADA n'a jamais été étudiée dans les discours sur le budget, en traductologie ou ailleurs.

En comparant le nombre d'occurrences des lemmes CANADA dans les versions officielles des discours politiques sur le budget, on peut vérifier s'il y a un potentiel d'écarts de traduction. Ainsi, lorsqu'il y a beaucoup plus d'occurrences de CANADA dans l'une des deux versions linguistiques, il y a nécessairement des écarts de traduction entre les deux versions. Par exemple, dans le message télévisé à la nation de Pierre Elliott Trudeau en 1970, la fréquence relative de CANADA se situait à 4,68 dans le texte français, mais à 11 dans le texte en anglais. Pour les besoins de notre étude, la fréquence relative correspond au nombre d'occurrences d'un lemme par tranche de 1000 mots. Le discours de Trudeau en 1970 présentait une différence importante entre le nombre d'occurrences de CANADA en français et en anglais. Voici deux exemples représentatifs des écarts de traduction de ce discours² :

2 Lors de l'analyse d'extraits du corpus, le gras et le soulignement seront toujours de nous.

(1) EN: Our assumption may have been naive, but it was understandable; understandable because democracy flourishes **in Canada**; understandable because individual liberty is cherished **in Canada**. (Canada. Prime Minister, 1970: 1).

FR: Notre présomption était peut-être naïve, mais elle s'expliquait aisément, parce que la démocratie est solidement enracinée **chez nous**, et parce que **nous** avons toujours attaché le plus grand prix à la liberté individuelle. (Canada. Premier ministre, 1970: 1).

(2) EN: The Government's decision to prevent this from happening is not taken just to defend an important principle, it is taken to protect the **lives of Canadians** from dangers of the sort I have mentioned. (Canada. Prime Minister, 1970: 3).

FR: En décidant de prévenir une telle éventualité, le Gouvernement n'entend pas seulement défendre un principe important, il veut protéger, des périls auxquels j'ai fait allusion, **la vie de tous les citoyens**. (Canada. Premier ministre, 1970: 4).

Ces exemples semblent indiquer l'intensité de la lutte entre le discours nationaliste québécois et le discours nationaliste pan-canadien au début des années 1970. Il appert que le premier ministre de l'époque a choisi d'éviter les allusions à la nationalité canadienne dans son discours de 1970 (voir aussi Gagnon, 2012), probablement pour ne pas exacerber les tensions entre nationalistes québécois et nationalistes canadiens. Par ailleurs, en français, l'expression « chez nous » jouait habilement sur la double identité du premier ministre de l'époque; le Canadien d'origine québécoise Pierre Elliott Trudeau a utilisé le pronom « nous » de façon ambiguë pour son auditoire québécois, puisque la crise de 1970 avait lieu au Québec.

Il faut préciser qu'en comparant le nombre de lemmes CANADA dans les versions anglaise et française d'un discours, on obtient une piste d'analyse, plutôt qu'un indicateur précis sur les écarts de traduction liés aux lemmes CANADA. Dans le corpus, il n'est pas rare qu'un écart de traduction porte sur l'entourage immédiat de CANADA, comme dans l'exemple suivant :

(3) EN: It is a strategy totally in keeping with the commitments we made to the **Canadian people** in recent election. (Canada. Parliament, 1980: 4185).

FR: Elle est entièrement conforme aux engagements que nous avons pris envers la **population canadienne** à la dernière élection. (Canada. Parlement, 1980: 4185).

Dans cet extrait d'un discours budgétaire de 1980, l'adjectif « Canadian » est rendu par son équivalent français « canadienne », mais le syntagme « Canadian people » n'a pas d'équivalent exact en français. En anglais, le terme « people » est polysémique. Il signifie notamment un petit nombre d'individus (la forme plurielle de « person »), ou l'ensemble des membres d'une tribu, d'une race ou d'une nation. Il y a donc nécessairement un écart de traduction, même si l'adjectif « canadien » se retrouve dans la traduction. Soulignons par ailleurs que les Québécois se sentent davantage représentés, d'un point de vue identitaire, par le Québec que par le

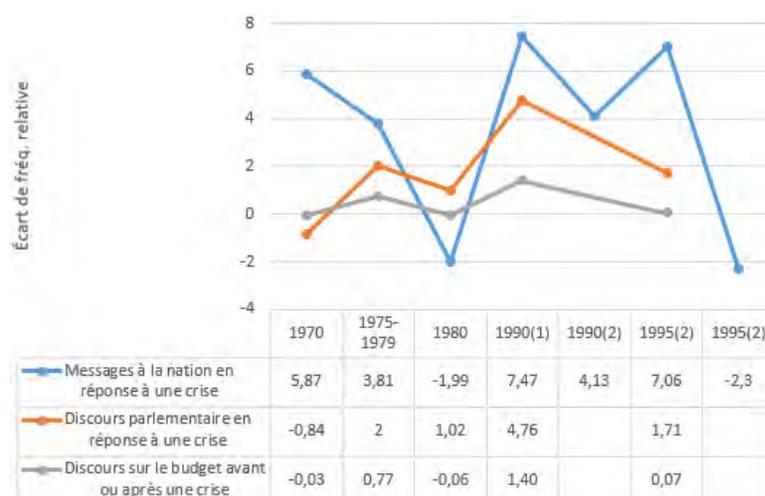
Canada. Jacques Parizeau, ancien premier ministre du Québec, a déclaré à ce sujet : « En fait, chez les francophones, ceux qui se disent Québécois plutôt que Canadiens sont nettement majoritaires » (1996, B7). De plus, pour le politologue Guy Laforest (1992: 13), « les Canadiens français de naguère [...] se reconnaissent majoritairement en tant que Québécois depuis la Révolution tranquille ». La tension discursive entre le sentiment d'appartenance des Canadiens anglais et des Québécois de langue française explique sans doute le choix de traduction du gouvernement fédéral, qui opte pour une traduction relativement neutre. Nous reviendrons sur l'utilisation de « people » à la section 4.2.

Si la mesure de la fréquence relative de l'entité CANADA dans les discours politiques constitue une première piste pour repérer les éventuels écarts de traduction associés à l'identité canadienne, elle donne aussi des pistes de réflexion plus larges sur la représentation identitaire dans les discours, notamment du point de vue de la référence à la communauté et à l'identité nationale. En étudiant la fréquence relative de CANADA dans les discours en français et en anglais, on peut vérifier si l'affirmation identitaire canadienne s'exprime de la même façon dans les deux communautés linguistiques.

La figure 1 ci-dessous montre qu'à l'occasion de certains discours, à certaines époques, la différence entre la fréquence relative de CANADA dans les textes en français et en anglais est très prononcée. Dans le graphique de la figure 1, nous avons mesuré la fréquence relative de CANADA dans chaque discours en langue anglaise, fréquence à laquelle nous avons soustrait la fréquence relative de CANADA en français pour le même discours. Dans cette figure, les 12 résultats entre 0 et 8 indiquent que pour ces discours, il y avait plus d'occurrences de CANADA en anglais qu'en français. Quant aux 5 résultats entre 0 et -4, ils indiquent au contraire que pour ces discours il y avait plus d'occurrences de CANADA dans les discours de langue française.

FIGURE 1

Différence entre la fréquence relative de CANADA en anglais et en français, par type de texte

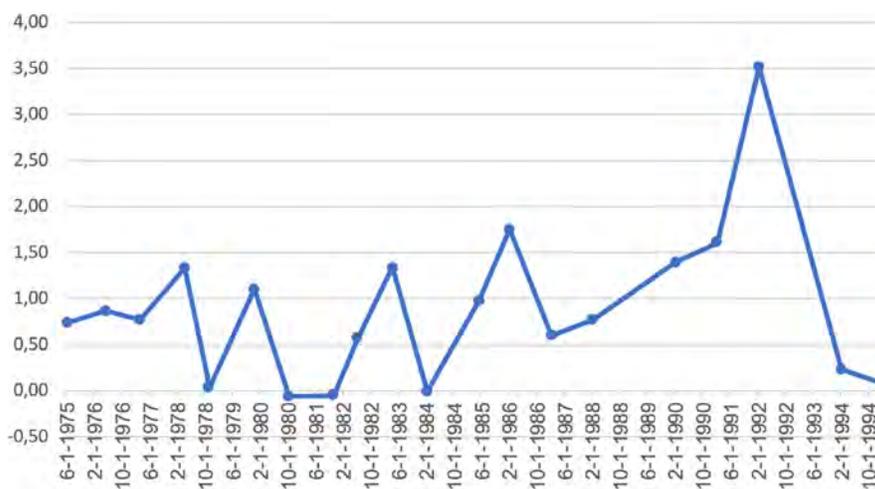


La figure 1 montre également que les discours sur le budget présentent une différence plus mince de la fréquence relative des lemmes CANADA, en français et en anglais, que les autres types de discours. À l'inverse, les messages télévisés à la nation présentent souvent une différence notable entre les versions linguistiques des discours. En outre, le niveau de fréquence relative dans les discours sur le budget fluctue peu, alors que les messages à la nation sont soumis à de grandes fluctuations. On peut en conclure que le type de discours influe sur les fréquences relatives de CANADA en français et en anglais.

Les données de la figure 1 portent sur quelques discours prononcés à des moments précis de l'histoire canadienne. Dans la figure 2 ci-dessous, qui porte également sur les différences de fréquence relative de CANADA entre les textes français et anglais, on retrouve tous les discours sur le budget entre 1970 et 1995. À travers les années, dans les budgets, on constate que la différence entre la fréquence relative de CANADA en anglais et en français est, à l'occasion, plus importante que celle révélée dans la figure 1. Cependant, l'écart entre les résultats est relativement minime si on compare les discours sur le budget et les messages à la nation.

FIGURE 2

Différence entre la fréquence relative de CANADA en anglais et français, dans les budgets



Que le discours sur le budget constitue le lieu où l'on retrouve le moins d'occurrences de CANADA, et la plus petite différence entre les textes français et anglais, n'est pas surprenant. Comme l'indiquent les politologues Couture et Imbeau :

The Budget Speech constitutes one of the most important political moments of the political year in a parliamentary regime. In this speech the government exposes its financial situation, evaluates the economic perspectives for the coming year, presents the key lines of its expenditures, and unveils the financial frame for the next budgetary year. **The Budget Speech is mainly an instrument of information.** (2009: 155).

À première vue, le discours sur le budget n'est donc pas nécessairement un lieu de forte affirmation identitaire. Dans la prochaine section, nous examinerons de plus près les écarts de traduction de CANADA, dans les discours sur le budget du gouvernement fédéral.

4.2. Écarts de traduction de CANADA

4.2.1. Le « nous » canadien : entre fierté et ambiguïté

À la section précédente, nous avons montré qu'à l'occasion, l'ancien premier ministre Pierre Elliott Trudeau a utilisé le pronom « nous » de façon ambiguë dans la version française de son message à la nation de 1970. Ce type d'écart de traduction, peu fréquent mais significatif étant donné l'importance du discours, montre que la traduction de CANADA par le pronom « nous » est parfois le lieu de luttes de pouvoir entre les communautés linguistiques officielles du Canada dans la traduction des messages télévisés. Nous avons cherché à savoir si la traduction de CANADA laisse entrevoir une pareille lutte de pouvoir dans les discours sur le budget de notre corpus.

Parmi les 5 discours budgétaires prononcés lors de crise identitaire, nous n'avons trouvé qu'une seule traduction de l'entité CANADA par l'expression « chez nous » :

(4) EN: The incomes of **Canadians** have continued to grow, in real terms, faster than almost any other country. (Canada. Parliament, 1977: 4539).

FR: Les revenus réels ont continué de progresser plus vite **chez nous** que presque partout ailleurs dans le monde. (Canada. Parlement, 1977: 4538).

Dans ce discours du budget prononcé par le ministre Donald Macdonald sous le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau, le « chez nous » du texte français n'est pas aussi ambigu que celui évoqué dans le message à la nation de 1970 (exemple 1). L'auditoire francophone du budget de 1977 n'a sans doute pas eu l'impression que le ministre des Finances évoquait le Québec dans son discours, alors que dans le message à la nation de 1970, le premier ministre laissait planer l'ambiguïté à propos du lieu de référence. De plus, même si M. Macdonald parlait le français — au moins assez pour lire de courts extraits de son discours dans la langue de Molière —, il n'était pas Québécois comme le premier ministre Trudeau et il ne pouvait pas, à l'oral du moins, proposer un « nous » équivoque.

Il reste qu'au Québec, et particulièrement dans les années 1960 et 1970, l'expression « chez nous » avait une grande portée identitaire. Ainsi, en 1962, le Parti libéral du Québec a utilisé le slogan « Maître chez nous », qui marquait une position nationaliste forte, en insistant sur la survie du Canada français (Monière, 1998: 34). Plus tard, en 1968, le chansonnier Jean-Pierre Ferland composait son grand succès *Je reviens chez nous* (Panthéon des auteurs

et compositeurs canadiens, 2007), chanson souvent associée au Québec à une mélodie de nationalisme poétique (Boucher, 1971: 64). Comme l'a expliqué le politologue Léon Dion (1980), la force du courant nationaliste québécois a eu une grande influence dans l'issue des élections de novembre 1976, où un parti indépendantiste, le Parti québécois, a été porté au pouvoir du gouvernement provincial pour la première fois dans l'histoire du Québec.

Nous avons sondé la fréquence de la traduction « CANADA → chez nous » dans tous les discours sur le budget entre 1970 et 1995. Or, il n'existe que cinq occurrences dans le corpus large, toutes prononcées par des ministres du gouvernement Trudeau en 1975, en 1976 ou en 1977. Au-delà des années 1970, l'expression « chez nous » n'est plus utilisée pour traduire l'entité CANADA dans les discours du budget. Ce résultat s'explique par le changement de discours qui s'opère dans les années 1970 et au début des années 1980. Pour Léon Dion (1987), au Québec, la décennie 1966-1976, qui suit immédiatement le renouveau de la Révolution tranquille (1960-1966), correspond à une période de stabilisation et de stagnation. Louis Balthazar a pour sa part observé un tournant à partir des années 1980 à propos du « nous » québécois. En effet, pour ce politologue, le Québec moderne se conçoit comme résolument multiethnique. L'ancien « nous » exclusif, longtemps centré sur la majorité francophone, fait place à une nouvelle conscience québécoise dans les années 1980 (Robitaille, 2007; Balthazar, 2013).

Dans tout le corpus, jamais on ne retrouve en français une tournure où le « chez nous » serait immédiatement accolé à CANADA dans un discours, comme dans « chez nous, au Canada ». Pourtant, en anglais, l'expression « We in Canada » est présente à deux reprises, en 1977 et en 1980 :

(5) EN: **We in Canada** are not alone in struggling with the difficult task of bringing down the rate of inflation, restoring high levels of output and employment, and improving our balance of payments. (Canada. Parliament, 1977: 4539).

FR: En résumé, **le Canada** n'est pas seul aux prises avec la tâche difficile de ralentir l'inflation, rétablir la production et l'emploi et améliorer la balance des paiements. (Canada. Parlement, 1977: 4538).

(6) EN: As a great trading nation and as a responsible member of the world community, Madam Speaker, **we in Canada** cannot insulate or isolate ourselves from the rest of the world. (Canada. Parliament, 1980: 4185).

FR: À titre de grande nation commerçante et de membre responsable de la communauté mondiale, **le Canada**, madame le Président, ne peut s'isoler du reste du monde. (Canada. Parlement, 1980: 4185).

À l'occasion, on assiste donc, sous le leadership de Pierre Elliott Trudeau, à une lutte discursive où, en anglais, le « we » est fièrement associé à CANADA et où, à l'inverse, en français, le « chez nous » est toujours présenté seul.

4.2.2. Caractérisation des communautés d'appartenance

On l'a vu, la traduction des lemmes CANADA par le pronom « nous » montre que les enjeux identitaires sont bien présents lorsque vient le temps de nommer en langue française l'auditoire concerné par le budget. Mais comment sont caractérisées les communautés d'appartenance dans les budgets canadiens, dans les deux langues officielles?

Nos recherches précédentes ont montré que le gentilé anglais « Canadians » était souvent traduit par l'expression « compatriotes canadiens » dans les messages à la nation des années 1940, et par « citoyens » ou « citoyens canadiens » dans ceux des années 1970, 1980 et 1990 (Gagnon, 2012). On peut établir un rapport entre ces traductions et les recherches des sociologues Bourque et Duchastel (1996) sur l'identité canadienne. Selon ces chercheurs, entre 1867 et les années 1930, c'est le nationalisme canadien-anglais, centré sur la culture anglo-saxonne et la religion protestante, qui prévalait dans la communauté linguistique d'expression anglaise. À l'opposé se trouvait le nationalisme canadien-français, axé sur la culture d'expression française du Canada et la religion catholique. Alors que le nationalisme canadien-anglais a fait place au nationalisme stato-civique, le nationalisme canadien-français a été remplacé par le nationalisme politico-culturel à partir des années 1960 (Bourque & Duchastel, 1996: 122). La population du Québec constitue en général le public cible des discours en français du gouvernement fédéral, et elle ne se reconnaît plus dans la formule « compatriotes canadiens ».

Dans le corpus de discours sur le budget, l'expression « compatriote » n'est utilisée qu'une seule fois pour traduire le gentilé « Canadian ». En fait, parmi les 5 discours sur le budget prononcé avant ou après une crise identitaire, la majorité des occurrences des lemmes CANADA sont traduites de façon littérale (176 traductions littérales sur une possibilité de 284, soit environ 62 %). Voici un exemple représentatif :

(7) EN: That being said, if we believed that dealing with the deficit would do nothing to protect what we value -- or offer hope to **ordinary Canadians** we would not be acting now, because it is they who suffer when government must focus its precious resources on satisfying lenders abroad rather than real needs at home. (Canada. Parliament, 1995: 10102).

FR: Si nous pensions qu'en nous attaquant au déficit nous ne contribuerions pas à protéger les valeurs auxquelles nous sommes attachés ou à redonner de l'espoir aux **Canadiens ordinaires** -- nous n'agirions pas aujourd'hui. En effet, ce sont tous ceux-là qui souffrent lorsque le gouvernement doit consacrer ses précieuses ressources à satisfaire les prêteurs étrangers plutôt que les besoins réels de nos concitoyens. (Canada. Parlement, 1995: 10102).

La stratégie de la traduction littérale est considérée par certains traductologues, dont Newmark (1988) et Vinay et Darbelnet (1958), comme une stratégie de base en traduction, donc fort répandue dans les textes traduits. Par ailleurs, Jean Delisle et Marco Fiola (2013: 193) ont expli-

qué que les éléments d'information comme les noms propres échappent souvent à l'analyse du sens : le traducteur ou la traductrice n'a qu'à les reporter dans le texte cible. Il n'est donc pas étonnant que la traduction de CANADA repose fortement sur la traduction littérale dans le corpus. Cependant, les écarts de traduction concernant les lemmes CANADA sont nombreux et méritent une analyse. Delisle et Fiola (2013: 403ss) expliquent d'ailleurs que la traduction quasi systématique de CANADA par CANADA entraîne un anglicisme de fréquence, puisque stylistiquement, les textes de langue française tendent à éviter les répétitions.

L'exemple (7) est non seulement représentatif des traductions littérales du corpus, mais aussi de l'utilisation du nom « (con)citoyen » dans les versions françaises des budgets du gouvernement fédéral. Dans les discours budgétaires, on remarque que les références à des constructions identitaires fortes du texte anglais, comme « at home » ou « the people », sont souvent remplacées en français par un autre ensemble de valeurs, celles-là associées à la dimension civique et à la démocratie. Voici deux autres exemples représentatifs, tirés du corpus de tous les discours sur le budget entre 1970 et 1995 :

(8) EN: On this basis the Government of Canada will have sufficient revenues from the increases in oil and gas prices to carry into effect energy programs, conservation programs and offset programs to assist the regions and **people of Canada**. (Canada. Parliament, 1979: 2258).

FR: Le gouvernement pourra ainsi tirer de l'augmentation des prix du pétrole et du gaz des recettes suffisantes pour appliquer les mesures énergétiques, les programmes d'économie et les mécanismes de compensation conçus en faveur des régions et des **citoyens du Canada**. (Canada. Parlement, 1979: 2258).

(9) EN: Tonight, despite the prospect of an early election, I have refused to make irresponsible promises to the **people of Canada** because I respect the intelligence of those who will be choosing the next government. (Canada. Parliament, 1978: 4321).

FR: Ce soir je n'ai pas voulu, malgré la perspective d'élections prochaines, faire aux **citoyens du Canada** une série de promesses mirobolantes parce que je respecte l'intelligence des gens qui choisiront le prochain gouvernement. (Canada. Parlement, 1978: 4321).

Dans les 26 discours sur le budget, nous avons trouvé 13 occurrences où certains lemmes anglais de CANADA (par exemple « individual Canadians », « people of Canada », « Canadians ») ont été traduits en français par le lemme CITOYEN. Par ailleurs, il n'y a que 2 occurrences de « Canadian citizens » dans le corpus des 26 discours anglais, alors qu'il y en a 9 dans les discours en français. À l'inverse, les expressions « Canadian people » et « people of Canada » sont plus fréquentes en anglais qu'en français : on compte 29 occurrences de « Canadian people / people of Canada », mais seulement 12 de « population/people canadien / du Canada ». Voici deux exemples représentatifs :

(10) EN: But I have confidence in the **Canadian people** and in their sense of justice and fair play. (Canada. Parliament, 1974: 1432).

FR: J'ai cependant confiance dans le **peuple canadien** et dans son sens de la justice et du franc jeu. (Canada. Parlement, 1974: 1432).

(11) EN: What is needed is a national effort by the **people of Canada**. (Canada. Parliament, 1985: 5013).

FR: Ils exigent un effort national de toute la **population du Canada**. (Canada. Parlement, 1985: 5013).

L'exemple (10) représente la seule occurrence où « Canadian people » a été traduite par « peuple canadien », dans les 26 discours sur le budget entre 1970 et 1995. Pourtant, lorsque l'on observe le discours sur le budget du 29 avril 1941 (Dominion of Canada, Parliament, 1941; Dominion du Canada, Parlement, 1941), on constate que sur les 10 occurrences de « people of Canada / Canadian people », six ont été traduites en français par « peuple canadien ». En fait, il y a plus d'occurrences de « peuple canadien » dans le discours budgétaire de 1941 que dans les 26 discours budgétaires prononcés entre 1970 et 1995. Il est indéniable que la traduction des discours sur le budget porte les traces d'une lutte discursive qui s'inscrit dans le temps.

5. Conclusion

Nous avons étudié la traduction des discours sur le budget au Canada entre 1970 et 1995, afin de déterminer si le sujet du discours ou sa forme (le type de texte) ont des répercussions sur la façon dont les idéologies sont reproduites en traduction. Les résultats sur la fréquence relative des lemmes CANADA ont montré qu'il y avait un lien entre le type de discours et l'utilisation des lemmes CANADA dans les textes. Ainsi, en moyenne, les messages télévisés contenaient plus d'occurrences de CANADA que les discours parlementaires en réponse à la crise, ou que les discours parlementaires sur le budget. C'est également dans les messages télévisés qu'on remarque une plus grande variation de différence entre le nombre d'occurrences de CANADA dans l'original anglais et sa traduction française. La forme du discours semble elle aussi liée aux choix de traduction. En effet, si le contenu du discours n'avait pas eu de répercussion sur la traduction, les résultats des deux types de discours parlementaires concernant la fréquence relative moyenne de CANADA auraient été quasi identiques, ce qui n'est pas le cas.

Une analyse fine des écarts de traduction du corpus a révélé que la traduction des lemmes CANADA peut être identitairement chargée, étant donné les luttes discursives entre le courant nationaliste québécois (ou canadien-français) et le courant nationaliste pan-canadien (ou canadien-anglais). Les résultats témoignent du lien étroit établi entre l'époque de traduction et le texte qui en résulte. Même si les finances du pays ne constituent pas, de premier abord,

un sujet proche des préoccupations identitaires, les discours sur le budget ne sont pas imperméables au discours institutionnel du gouvernement fédéral canadien. C'est dire que la question identitaire, au Canada du moins, est intimement associée à la traduction et qu'elle traverse tous les types de production textuelle du gouvernement fédéral.

De plus amples recherches aideraient à déterminer si ce phénomène est principalement attaché à la traduction des lemmes CANADA, ou si on retrouve des marques idéologiques sur d'autres entités textuelles. En outre, nous n'avons que brièvement exploré les discours budgétaires des années 1940. Il serait utile d'étendre le corpus afin d'obtenir un portrait plus détaillé de la situation.

6. Remerciements

L'auteure de cet article a reçu le soutien du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) pour son projet « Gouverner par la traduction : le cas des budgets canadiens ». Par ailleurs, elle voudrait remercier les trois doctorants suivants pour leur aide précieuse : Xinnian Zheng, Étienne Lehoux-Jobin et Vicky Beaudette.

7. Bibliographie

7.1. Sources primaires citées

CANADA. PARLEMENT, 1974, 18 novembre: « Le budget. Exposé financier du ministre des Finances », in *Compte rendu officiel des débats de la Chambre des communes*, 30^e législature, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1419-1433.

CANADA. PARLEMENT, 1977, 31 mars: « Le budget. Exposé financier du ministre des Finances », in *Compte rendu officiel des débats de la Chambre des communes*, 30^e législature, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 4533-4539.

CANADA. PARLEMENT, 1978, 10 avril: « Le budget. Exposé financier du ministre des Finances », in *Compte rendu officiel des débats de la Chambre des communes*, 30^e législature, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 4315-4321.

CANADA. PARLEMENT-, 1979, 11 décembre: « Le budget. Exposé financier du ministre des Finances », in *Compte rendu officiel des débats de la Chambre des communes*, 31^e législature, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 2256-2267.

CANADA. PARLEMENT, 1980, 28 mars : « Le budget. Exposé financier du ministre des Finances », in *Compte rendu officiel des débats de la Chambre des communes*, 32^e législature, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 4184-4195.

CANADA. PARLEMENT, 1985, 23 mai : « Le budget. Exposé financier du ministre des Finances », in *Compte rendu officiel des débats de la Chambre des communes*, 33^e législature, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 5012-5022.

CANADA. PARLEMENT, 1995, 27 février: « Le budget. Exposé financier du ministre des Finances », in *Compte rendu officiel des débats de la Chambre des communes*, 35^e législature, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 10094-10102.

CANADA. PARLIAMENT, 1974, 18 novembre: « The budget. Financial Statement of the Minister of Finance », in *Compte rendu officiel des débats de la Chambre des communes*, 30^e législature, Ottawa: Queen's Printer, 1419-1432.

CANADA. PARLIAMENT, 1977, 31 mars: « The Budget. Financial Statement of the Minister of Finance », in *House of Commons Debates*, 30^e législature, Ottawa: Queen's Printer, 4533-4539.

CANADA. PARLIAMENT, 1978, 10 avril: « The Budget. Financial Statement of the Minister of Finance », in *House of Commons Debates*, 30^e législature, Ottawa: Queen's Printer, 4315-4321.

CANADA. PARLIAMENT, 1979, 11 décembre: « The Budget. Financial Statement of the Minister of Finance », in *House of Commons Debates*, 31^e législature, Ottawa: Queen's Printer, 2256-2267.

CANADA. PARLIAMENT, 1980, 28 mars: « The Budget. Financial Statement of the Minister of Finance », in *House of Commons Debates*, 32^e législature, Ottawa: Queen's Printer, 4184-4193.

CANADA. PARLIAMENT, 1985, 23 mai: « The Budget. Financial Statement of the Minister of Finance », in *House of Commons Debates*, 33^e législature, Ottawa: Queen's Printer, 5012-5022.

CANADA. PARLIAMENT, 1995, 27 février: « The Budget. Financial Statement of the Minister of Finance », in *House of Commons Debates*, 35^e législature, Ottawa: Queen's Printer, 10094-10102.

CANADA. PREMIER MINISTRE, 1970: *Notes pour un message du Premier ministre à la nation, vendredi, le 16 octobre 1970*. Ottawa: Office of the Prime Minister.

CANADA. PRIME MINISTER, 1970: *Notes for a national broadcast by the Prime Minister, Friday, October 16, 1970*. Ottawa: Office of the Prime Minister.

DOMINION DU CANADA. PARLEMENT, 1941, 29 avril: « Le budget. Exposé annuel du ministre des Finances », in *Compte rendu officiel des débats de la Chambre des communes*, 19^e législature, Ottawa: Imprimeur du Roi, 2256-2267.

DOMINION OF CANADA. PARLIAMENT, 1941, 29 avril: « The Budget. Annual Financial Statement of the Minister of Finance », in *House of Commons Debates*, 19^e législature, Ottawa: King's Printer, 2334-2357.

7.2. Sources secondaires citées

BAKER, Paul, Costas GABRIELATOS, Majid KHOSRAVINIK, Michał KRZYŻANOWSKI, Tony McENERY et Ruth WODAK, 2008: « A useful methodological synergy? Combining critical discourse analysis and corpus linguistics to examine discourses of refugees and asylum seekers in the UK press », *Discourse & Society* 19 (3), 273-306.

BALTHAZAR, Louis, 2013: *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*, édition revue et augmentée, Montréal: VLB éditeur.

BAUMGARTEN, Stefan, 2009: *Translating Hitler's "Mein Kampf": a corpus-aided discourse-analytical study*, Saarbrücken: VD, Verlag Dr. Müller.

BOUCHER, Jacqueline, 1971: *Jean-Pierre Ferland : jaune ou...*, Ottawa: Carrefour.

BOURQUE, Gilles, et Jules DUCHASTEL, 1996: *L'identité fragmentée : nation et citoyenneté dans les débats constitutionnels canadiens, 1941-1992*, Montréal: Fides.

BOWKER, Lynne, et Jennifer PEARSON, 2002: *Working with specialized language: a practical guide to using corpora*, London ; New York: Routledge.

BÁNHEGYI, Mátyás, 2008: « A Translation Studies Oriented Integrative Approach to Canadian Political Discourse », *Across Languages and Cultures* 9 (1), 77-107.

CALZADA PÉREZ, María, 2007: *Transitivity in translating: the interdependence of texture and context, Travaux interdisciplinaires et plurilingues en langues étrangères appliquées, vol. 8*, Bern: P. Lang.

COUTURE, Jérôme, et Louis M. IMBEAU, 2009: « Do Governments Manipulate Their Revenue Forecasts? Budget Speech and Budget Outcomes in the Canadian Provinces », *Studies in Public Choice* 15 (3), 155-166.

CRONIN, Michael, 2006: *Translation and identity*, London: Routledge.

DELISLE, Jean, et Marco FIOLA, 2013. *La traduction raisonnée. Manuel d'initiation*, Ottawa: Presses de l'Université d'Ottawa.

DION, Léon, 1980: *Le Québec et le Canada. Les voies de l'avenir*, Montréal: Les éditions Québecor.

DION, Léon, 1987. *Québec 1945-2000. Tome I. À la recherche du Québec*, Québec: Les Presses de l'Université Laval.

FAIRCLOUGH, Norman, 2015 [1989]: *Language and Power*, 3^e édition, Londres: Routledge.

GAGNON, Chantal, 2006a: « Ideologies in the history of translation: a case study on Canadian political speeches » in Georges BASTIN et Paul BANDIA (dirs.): *Charting the future of Translation Studies*, Ottawa: University of Ottawa Press, 201-223.

GAGNON, Chantal, 2006b: « Language plurality as power struggle, or : Translating politics in Canada », *Target. International Journal of Translation Studies* 18 (1), 69-90.

GAGNON, Chantal, 2010: « Political Translation » in Yves GAMBIER and LUC VAN DOORSLAER (dirs.): *Handbook of Translation Studies. Volume 1*, Amsterdam; Philadelphia: John Benjamins, 253-256.

GAGNON, Chantal, 2012: « Speeches in Translation: a Canadian context » in Beverly ADAB, Peter A. SCHMITT et Gregory SHREVE (dirs.): *Discourses of Translation. Festschrift in Honour of Christina Schöffner*, Francfort: Peter Lang, 113-122.

GAGNON, Chantal, 2013: « Traduction et politique canadienne: quel est le rôle des journalistes entre 1942 et 1995? », *Meta* 58 (3), 522-541.

GAGNON, Chantal, 2014: « Québec et Canada: entre l'unilinguisme et le bilinguisme politique », *Meta* 59 (3), 598-619.

HANSON, Stephen E., Jeffrey KOPSTEIN et Mark IRVING LICHBACH, 2014 [2000]: « The Framework of Analysis » in Jeffrey KOPSTEIN, Mark IRVING LICHBACH et Stephen E. HANSON (dirs.): *Comparative politics : interests, identities, and institutions in a changing global order*, Cambridge; New York: Cambridge University Press, 15-36.

HERMANS, Theo, 2003: « Translation and the Relevance of Self-Reference », CETRA - 2003, Scuola Superiore Traduttori Interpreti 'San Pellegrino', Misano Adriatico, 10 septembre 2003.

JOURNET, Paul, 2016, 4 février: « Bilinguisme: un strict minimum », *La Presse+*, Débats- 3 [accessible à <http://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/paul-journet/201602/03/01-4946828-bilingue-un-strict-minimum.php>, date de consultation: 29 juin 2018].

KOSKINEN, Kaisa, 2008: *Translating institutions : an ethnographic study of EU translation*, Manchester: St Jerome.

KOSKINEN, Kaisa, 2014: « Institutional translation: the art of government by translation », *Perspectives* 22 (4), 479-492.

LABBÉ, Dominique, et Denis MONIÈRE, 2003: *Le discours gouvernemental: Canada, Québec, France, 1945-2000*, Paris: Honoré Champion.

LAFOREST, Guy, 1992: *Trudeau et la fin d'un rêve canadien*, Sillery: Les Éditions Septentrion.

MEYLAERTS, Reine, 2013: « Multilingualism as a challenge for translation studies » in Carmen MILLÁN and Francesca BARTRINA (dirs.): *The Routledge Handbook of Translation Studies*, Londres: Routledge, 519-533.

MONIÈRE, Denis, 1998: *Votez pour moi : une histoire politique du Québec moderne à travers la publicité électorale*, Saint-Laurent: Fides.

MOSSOP, Brian, 1990: « Translating Institution and ‘Idiomatic’ Translations », *Meta* 35 (2), 342-354.

MUNDAY, Jeremy, 2007: « Translation and Ideology A Textual Approach », *Translator* 13 (2), 195-217.

NEWMARK, Peter, 1988: *A Textbook of translation*, New York: Prentice-Hall.

PANTHÉON DES AUTEURS ET COMPOSITEURS CANADIENS, 2007: « Je reviens chez nous » [accessible à <http://www.cshf.ca/fr/song/je-reviens-chez-nous>, date de consultation: 29 juin 2018].

PARIZEAU, Jacques, 1996: « Lettre aux souverainistes », *Le Soleil*, 19 décembre, B7, Opinion.

PETITCLERC, Adèle, 2009: « Introduction aux notions de contexte et d’acteurs sociaux en Critical Discourse Analysis », *Semen* 27, 17-32.

ROBITAILLE, Antoine, 2007: « Quand le ‘nous’ fait peur », *Le Devoir* [accessible à <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/158736/quand-le-nous-fait-peur>, date de consultation: 29 juin 2018].

ROMAGNUOLO, Anna, 2009: « Political discourse in translation: A corpus-based perspective on presidential inaugurals », *Translation & Interpreting Studies: The Journal of the American Translation & Interpreting Studies Association* 4 (1), 1-30.

SCHÄFFNER, Christina, 1997: « Where is the source text? » in Heide SCHMIDT and Gerd WOTJAK (eds.): *Modelle der Translation. Models of Translation, Festschrift für Albrecht Neubert*, Frankfurt: Vervuert, 193-211.

SCHÄFFNER, Christina, 2003: « Third ways and new centres: ideological unity or difference? », in María CALZADA PÉREZ (ed.): *Apropos of ideology: translation studies on ideology - ideologies in translation studies*, Manchester: St. Jerome Publishing, 23-41.

VALDEÓN, Roberto A., 2010: « Translation in the Informational Society », *Across Languages and Cultures* 11 (2), 149-160.

VENUTI, Lawrence, 1995 [2018]: *The Translator's Invisibility: a History of Translation*, 3^e édition, New York: Routledge.

VINAY, Jean-Paul, et Jean DARBELNET, 1958: *Stylistique comparée du français et de l’anglais: méthode de traduction*, Paris: M. Didier.

WODAK, Ruth, 2004: « Critical Discourse Analysis » in Clive SEALE, Giampietro GOBO, Jaber F. GUBRIUM et David SILVERMAN (dirs.): *Qualitative Research Practice*, London: Sage, 186-198.